Français, l’Etat veut vous asservir !

écrit par Valerie Berenger | 31 décembre 2021

Martine Wonner

Depuis des siècles le peuple français a toujours cru que ses dirigeants le protégeraient envers et contre tout. Même au Moyen-Âge, les seigneurs se devaient de loger, protéger et nourrir leurs serfs. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ils avaient intérêt à ce que ces derniers leur restent fidèles et par conséquent à « en prendre soin ». ***Comment imaginer alors qu'un Etat moderne et démocratique, pays des « Droits de l'homme », puisse vouloir du mal à son propre peuple ? C'est pourtant exactement ce qui nous arrive désormais : l'Etat, le gouvernement français, mais pas que lui, nous veut du mal.*** *C'est le message que la députée du Bas-Rhin* ***Martine Wonner*** *a tenu à exprimer aujourd'hui dans nos colonnes.*
Censurée dans les médias depuis plus d'un an, nous avons voulu lui offrir la possibilité de porter ici un témoignage de vérité, un message d'espoir néanmoins et de résistance. Un message véhiculé par une femme dont les valeurs morales l'ont toujours amené à « protéger la veuve et l'orphelin ».

En 2017 vous avez été élue députée dans la 4ème circonscription du Bas-Rhin lors des élections législatives, après avoir adhéré à LREM. Qu'est-ce qui vous avait séduite à l'époque dans ce mouvement ?
J'étais dans une phase personnelle interrogative. J'étais en passe de quitter le groupe privé où j'étais Directeur de Développement au niveau national et je me posais la question entre revenir à l'hôpital ou ouvrir mon propre cabinet de psychiatre. C'est à ce moment que j'ai rencontré une jeune femme qui avait créé un comité local « En Marche ».
Le programme économique et social du candidat Macron et de LREM me semblait un challenge intéressant et plutôt séduisant. Pour moi, défendre des valeurs sociales n'était pas nouveau, même s'il fallait parfois mettre ma carrière en péril, ce qui m'est arrivé en 2011 quand j'ai refusé de rentabiliser des offres de soins psychiatriques en privant les patients en souffrance psychique d'équipe pluridisciplinaire complète.

Après ce désaccord , j’ai pris la direction du Samu social de Paris et je me suis occupée pendant cinq ans des plus vulnérables en Ile de France.
Ceci dit, s’ils avaient fait le quart du tiers de ce qui était dans leur feuille de route, nous n’en serions pas là où nous en sommes aujourd’hui. Le peuple n’a plus confiance en ce gouvernement.

En mai 2020, vous quittez LREM pour reprendre votre indépendance.
Pourquoi ?
Dès 2018 j’ai commencé à voter contre les articles de lois qui ne me convenaient pas. Transparente, j’allais à chaque fois voir Gilles Legendre pour l’informer que le texte proposé n’était pas en accord avec le projet LaRem d’origine et mes valeurs.
A l’époque, j’étais beaucoup sur le terrain et j’ai défendu les gilets jaunes qui étaient des gens en grande vulnérabilité sociale, financière, et en situation de précarité. Bien sûr, ce mouvement a été totalement phagocyté de l’intérieur par les Black Block sans réaction adaptée du gouvernement. J’avais alerté Macron sur l’impact des Gilets Jaunes en lui disant qu’il s’agissait de personnes en difficulté, qu’il allait falloir aider. Il m’a répondu avec un certain cynisme : « ***Rassurez-vous madame la députée, nous sommes au début de l’hiver, il va faire froid, ils vont rentrer chez eux.*** »
Cela faisait déjà quelques temps que j’énervais la majorité, et la goutte d’eau a été le 11 mai 2020 quand j’ai refusé de voter le plan de déconfinement. Cela a pu paraître bizarre car j’étais totalement contre le confinement, mais j’étais pour la mise en place d’un parcours de soins avec la possibilité pour certains patients de pouvoir bénéficier d’un traitement ambulatoire, tel que celui de Didier Raoult. D’ailleurs, en mars 2020 avec quatre confrères nous avions créé dans ce but le collectif « ***Laissons les médecins prescrire*** ».
Il faut comprendre que les premiers cas de Covid en Alsace nous les avons eu en octobre/novembre 2019. Les patients se

présentaient avec des signes cliniques multiples dont de grosses pneumopathies. Les médecins soignaient les malades avec des antibiotiques et nous n'avons pas eu de morts à déplorer. Tout a dégénéré lorsque Véran a pris les trois décrets fin mars. D'abord les deux décrets interdisant et régulant l'utilisation de l'hydroxychloroquine, puis **le fameux décret permettant l'utilisation du Rivotril, qui n'était ni plus ni moins que la condamnation à mort de bon nombre de personnes âgées déjà en insuffisance respiratoire**. Clairement, le gouvernement ne voulait pas des traitements. Dans la bouche d'Edouard Philippe il y avait toujours le traçage, le dépistage et surtout zéro traitements. Donc, j'ai dit : « ***c'est faire prendre un risque majeur à la population et je suis contre*** », et j'ai été la seule députée, sur 577, à voter contre !
Je me suis faite convoquer par le comité exécutif de la LREM devant 40 députés en visio qui m'ont exclue en moins d'une heure. Alors que dans la charte du mouvement les motifs éthiques permettaient de voter différemment des « ordres » reçus. Les arguments qu'ils m'opposaient ne tenaient pas une seule seconde. Un médecin n'avait donc pas le droit de voter « contre » devant une problématique sanitaire. Il faut savoir que chez « En Marche » vous devez absolument obéir, utiliser les éléments de langage « officiels », guidés par la pensée unique. Or, le **rôle d'un parlementaire c'est avant tout d'évaluer et contrôler l'action de l'exécutif et de défendre les intérêts de ses administrés, pas d'obéir à un état autocratique.** Depuis que nous sommes en état d'urgence pas un seul amendement de l'opposition n'est passé dans les textes de loi votés. **Nous sommes dans un modèle autocratique exemplaire**. Dans l'Histoire, je pense malheureusement que cette période fera date.

Le 14 septembre dernier, vous créez le mouvement «*Ensemble pour les Libertés*». Quelle volonté vous a guidé pour former ce mouvement ?
A l'assemblée nationale je suis une députée non inscrite.

Suite au discours très violent d'Emmanuel Macron le 12 juillet, alors que j'étais déjà en contact avec plusieurs collectifs citoyens, j'ai pris à leur demande la décision de créer un parti politique. Il faut savoir qu'une association créée par un Elu a obligatoirement un statut juridique de parti politique.
Bon nombre de citoyens sont aujourd'hui complètement perdus et rejettent en bloc la politique. Ce parti vise à les rassurer et leur permettre de se réapproprier l'idée de faire de la politique au bénéfice des citoyens, aux côtés de certains Elus locaux qui peuvent encore être honnêtes. Je suis persuadée que redonner la souveraineté au peuple viendra des territoires. Néanmoins, **recouvrir nos libertés et nos Droits fondamentaux sera long et difficile**.

Vous vous battez pour garantir « *l'accès aux soins, la liberté de soigner et de se soigner et pour que les libertés individuelles ne soient plus jamais considérées comme une variable d'ajustement* ». La liberté est-elle pour vous une condition sine qua non à la vie humaine ?
Oui, sans hésiter. Je suis petite fille d'immigré Polonais. Mon grand père s'est battu contre les Russes. Toute une partie de ma famille est lorraine et a été déportée dans des camps de travail lors de la dernière guerre. **Mes ancêtres se sont battus pour ces libertés.** Pour moi, on nait égaux en droits et libres. Et quand je vois ce gouvernement, ce qu'il met en place depuis 2020, et notamment le dernier discours de Castex qui est un appel à la violence, à l'apartheid, c'est dire très clairement que **les non vaccinés n'ont plus aucun droits dans ce pays,** c'est inqualifiable.
Dès le début de la crise sanitaire en mars 2020, je me suis rapprochée de l'Institut des Droit de l'Homme du barreau de Paris qui a répertorié dans un rapport de 450 pages, toutes les libertés perdues depuis six ou sept ans en France, c'est pharaonique.
Ce glissement vers ce qui est quasiment une dictature est totalement incroyable : le traçage numérique, le passe

sanitaire, c’est déjà inqualifiable mais en plus de ça on a perdu la liberté d’entreprendre, de se déplacer, de pouvoir aller au spectacle comme on veut, etc. **On est extrêmement contraint dans notre pays. Et pour moi, c’est insoutenable.** Je le ressens dans ma chair comme quelque chose d’extrêmement violent. C’est comme pour un fauve en cage, il a beau se jeter dessus encore et encore, les barreaux se serrent, la cage devient de plus en plus petite de mois en mois.
Aujourd’hui, être contraint en permanence avec ce masque qui ne sert à rien, avec cette obligation de se tester, de réfléchir avant de sortir de chez soi, pour moi c’est insupportable. **Nous sommes revenus à la décadence et à l’esclavagisme telle que l’a connu la Rome antique, dans une sorte de décor et d’environnement de fin de règne.** Le pire c’est que beaucoup de Français préfèrent le confort matériel aux valeurs de l’homme. Ils sont d’accord de subir tout cela parce qu’ils sont rassurés par leur petit confort.
Il n’y a une seule chose que ce gouvernement a merveilleusement bien fait depuis le début de la crise : c’est mettre en place la terreur et la manipulation. Le narratif de la terreur a très bien marché. Les gens sont complètement terrorisés. Ils continuent à être persuadés qu’ils peuvent mourir du Covid, même s’ils ont 40 ans et qu’ils sont en forme. C’est ça qui est aberrant**. Le Covid ça se soigne** ! J’en ai fait un voici quelques jours, j’ai pris entre autre de l’Ivermectine et en 72 heures c’était réglé !
Les traitements précoces fonctionnent et devraient être mis à la disposition de tous.

A plusieurs reprises, à l’Assemblée Nationale, on vous a vu vous élever contre le passe sanitaire, contre la vaccination obligatoire, contre les confinements, les couvre-feux, etc. Vous vous êtes même faites insulter par Olivier Véran et pourtant vous maintenez votre position. Croyez-vous qu’il pourrait y avoir une gestion différente de plus efficace de la crise sanitaire que nous vivons depuis bientôt deux ans ?
Depuis le début de la crise Covid, la démocratie est bafouée.

L’exécutif transforme une crise sanitaire, en crise sécuritaire. Ils n’ont qu’une ligne directrice, restreindre alors que notre priorité devrait être de soigner.
En tant qu’élue à l’Assemblée Nationale, je ne peux que constater l’inexistence de débat dans l’hémicycle sur la gestion de la crise. Depuis plus d’un an, les décisions prises dans un conseil de défense sans légitimité démocratique par l’exécutif sont liberticides. Ils confinent, ferment les commerces, interdisent les loisirs, en incriminant, et en culpabilisant.
Si réellement ce gouvernement avait voulu répondre à une épidémie, il fallait remettre 10 000 lits supplémentaires dans les hôpitaux plutôt que d’en supprimer encore 17 600. Il fallait, plutôt que de faire ce « quoi qu’il en coûte » avec cette fuite en avant complètement délirante, mettre beaucoup plus de moyens à l’hôpital avec un renforcement des personnels soignants. Et surtout mettre à disposition tous les traitements ambulatoires.
Toutes les actions menées ont été totalement à l’encontre de ce qu’il aurait fallu faire.
Renforcer l’offre de soins et conforter les médecins, leur faire confiance, aurait été la solution. Au contraire ils ont empêché les médecins de soigner, ils ont donné l’ordre aux malades de rester chez eux et ça a été dramatique en matière de décompensation respiratoire. Ce qui est terrifiant, c’est que deux ans plus tard ils continuent les mêmes bêtises.

Puisqu’ils savent être dans l’erreur, pourquoi poursuivre ?
Excellente question ! En fait, **ils sont en train de pousser jusqu’au bout l’asservissement de la population** puisque, dans le plan qu’ils déroulent, leur seule échappatoire c’est la vaccination. Il n’y a aucune autre possibilité dans leur discours.
On sait très bien qu’une des conditions en Europe d’accepter la recherche sur les vaccins et leur commercialisation c’est d’être sûr qu’il n’y ait pas de traitements. Donc, tous les traitements ont été déclarés inefficaces voire dangereux pour

mettre en place cette politique de vaccination, mais le Covid n'est qu'une excuse.
Derrière cette politique, il y a le traçage de toute la population mondiale avec, de façon évidente, pour objectif la mise en place de l'argent numérique. Je pense qu'**on va vraiment vers une forme de crédit social encore plus délétère que le crédit social à la chinoise**, avec une disparition de la monnaie, une mise en place de l'euro numérique avec des bornes numériques. La société Thalès met en place ce principe et la 5G aura son utilité dans ce système.
La mise en place du crédit numérique permettra de vous réduire en esclave. Si vous n'avez pas payé une contravention, vous serez punis, si vous avez déjà pris trois fois votre voiture – comme ils mettent en avant la problématique climatique – votre voiture ne démarrera plus, etc., etc. **C'est vraiment conçu pour maîtriser l'intégralité de la population.**
Ils sont assez malins puisque tout le monde accepte de se plier à ce diktat vaccinal pensant que ça va les sauver.
Les Français n'imaginent pas que l'Etat ne leur veut pas du bien.
En discutant avec les gens on se rend compte que c'est incompréhensible pour eux. **Ils s'imaginent que l'Etat est là pour les soigner et les protéger alors qu'aujourd'hui on observe l'inverse.** En plus notre président va piloter l'Europe à partir de janvier et on va vers un scénario extrêmement sombre.
Il faut être lucide. C'est très inquiétant. Et quand je vois ce qui se passe depuis le 22 décembre avec la vaccination des plus petits, je suis atterrée.
Il serait temps que les citoyens prennent conscience de la réalité. **Il y a tellement d'effets secondaires graves de cette vaccination quasiment inutile…** Peut être faudra t-il que des enfants en viennent à mourir pour que, enfin, les citoyens se révoltent et comprennent qu'on les manipule.
Sur les sites de l'Agence de Sécurité Nationale du Médicament, EudraVigilance européen, celui de VAERS, on constate que les chiffres des effets secondaires sont époustouflants. **On n'a**

jamais eu autant d'effets secondaires graves dus à une vaccination qui peut en outre entraîner la mort.

Vous êtes psychiatre mais également titulaire d'un diplôme universitaire d'épidémiologie. Nous pouvons donc considérer que vous êtes parfaitement à même d'analyser la situation actuelle objectivement. Si l'on prend le cas d'Israël, toutes les personnes hospitalisées dans un état grave ont été doublement vaccinées, voire triplement. Comment expliquez-vous que, malgré leur vaccination, elles décèdent quand même ?
Tout ce qui est scientifique, cartésien, tout ce qui à d'autres époques aurait fait qu'on arrête les dégâts et qu'on arrête de vacciner a été écarté. Les gouvernements des pays riches agissent tous de la même façon, au même moment, n'apportant que des réponses politiques et non pas sanitaires. **Nous sommes dans une vraie maltraitance du peuple.** On vous explique qu'il y a des décès, qu'il y a des accidents collatéraux mais que le jeu en vaut la chandelle et que dans la balance bénéfice/risque il vaut mieux vacciner, alors que c'est tout le contraire.

Les injections de thérapie génique seraient-elles inutiles ?
Par définition on ne vaccine pas en pleine épidémie. On ne fabrique pas un vaccin à la va-vite. **On n'utilise pas à grande échelle une thérapie génique qui, dans ce cas de figure, est inefficace.**
La stratégie d'ingénierie sociale est quand même extraordinaire. Il y a deux ans et demi on vivait dans un pays libre. Quand on regarde tous les pays qui se disent « civilisés », de l'Australie à l'Angleterre, en passant par Israël, c'est tout le contraire. L'Inde a réussi a juguler l'épidémie, dans plein de pays d'Afrique tout va bien, en Guadeloupe et en Martinique où on ne trouve que 30 % des gens vaccinés tout s'est arrêté.
Cet été, malgré le fait que les soignants non vaccinés sont restés dans les hôpitaux guadeloupéens il n'y a pas eu de foyers épidémiques. Cet été, comme tous les étés, ils ont

connu une épidémie de dengue que l'on a voulu faire passer pour une épidémie de Covid, on le sait. Tout est bon pour raconter n'importe quoi.
Au début de la crise il y avait 10 millions de pauvres dans notre pays, nous sommes à plus de 12 millions. Il y a un impact social terrible. Il y a une souffrance épouvantable avec une explosion des suicides, notamment chez les enfants. C'est inadmissible ! Il y a une vraie maltraitance de masse de la population de la part du gouvernement Macron.

Que faire pour contrer ces puissances quasi-sataniques ?
Il y a quelques appels à la désobéissance civile. Au niveau des militaires, on enregistre quelques sursauts. Je pense qu'il y a des choses qui se préparent et qui basculeront dans notre pays.
J'avais tenté d'alerter mes collègues parlementaires pour déposer au moins une motion de censure du gouvernement, ce qui aurait permis de faire un arrêt sur image, mais dans la mesure où il faut être quasiment 60 pour pouvoir déposer une motion de censure, cela n'a pas été possible. Il faut comprendre qu'actuellement les possibilités d'agir entre les mains des parlementaires sont quasiment inexistantes.
En France, aujourd'hui, il n'y a pas de contrepouvoir des deux assemblées parlementaires, nous n'avons pas de contre-pouvoir du Conseil Constitutionnel ni des médias… Par conséquent, **Macron fait ce qu'il veut** !
Ceci dit, nous voyons aujourd'hui les effets les plus intenses de cette politique, mais c'est depuis l'après-guerre que tout se met en place doucement. On se rend compte que nous avons des gouvernements qui sont vraisemblablement aux ordres, et le nôtre plus que les autres.
La mondialisation, le tout numérique s'installent en place avec en plus, le dingue (je crois que le mot n'est pas trop fort)… Attali ou Laurent Alexandre qui prônent le transhumanisme et qui estiment qu'une partie de la population ne mérite pas de vivre, c'est absolument terrifiant.
Le pire c'est que nous n'avons que très peu de moyens de

contrecarrer ces gens là. On entend parler d'un Nuremberg2 et j'espère que les actions des avocats à l'international vont porter leurs fruits. On a vu quelques actions menées en local, des référés, mais il y a un temps tellement long en matière de Droit qui ne permet pas d'agir suffisamment vite face à la rapidité d'exécution du gouvernement. Ils avancent très vite et sans contre pouvoir en face donc, tout leur est permis !

On a signalé plus d'un million d'effets secondaires graves dus aux injections géniques, à tort appelées vaccins, dans le monde. A savoir bien plus que l'ensemble des vaccins existants réunis depuis plus de 30 ans. Pourquoi dans ce cas poursuivre ces injections visiblement dangereuses ?
Parce qu'encore une fois **l'objectif n'est pas de protéger la population.** On voit des effets dramatiques à très court terme. Déjà le fait qu'il s'agisse d'une expérimentation en phase 3, aux frais de la Sécurité Sociale est complètement anormal. Les sociétés pharmaceutiques n'auraient du avoir le droit de mettre sur le marché que de la phase 4 et toutes les recherches devraient être à leurs frais, alors que là c'est la Sécurité Sociale française qui paye !
En plus, **on se doute que certains sont vaccinés avec des placebos, certains reçoivent un « vaccin » faiblement dosé et d'autres encore très fortement dosés. Ces personnes vaccinées sont nombreuses à l'avoir déjà payé de leur vie.** On ne sait pas quelles sont les proportions, on ne sait pas quels sont les numéros de lots, c'est l'omerta la plus complète.
Sachez que **plus de 22 000 enfants de moins de 12 ans depuis avril 2021 ont déjà été injectés, alors que c'était formellement interdit.**
J'ai interpellé le gouvernement en leur demandant des comptes. On ne sait rien sur ces injections, on ne sait pas ce que ces enfants sont devenus, ni pourquoi ils ont été « vaccinés », avec en plus quel dosage ? Tout ça reste un grand mystère et une fois encore le gouvernement fait n'importe quoi en toute impunité.

Qu’est-ce qu’ils veulent en fait avec leurs pseudo-vaccins ? Eliminer la population ?
Je ne sais pas, mais quand on voit le nombre d‘effets secondaires et de morts, et le fait qu’ils continuent, je ne comprends vraiment pas. Est-ce que c’est l’objectif ? On est face à un puzzle avec 10 000 pièces que l’on n’arrive pas à assembler. Qu’est-ce que ça cache ? Mystère !
Il y a eu 51 décès avec le vaccin contre la grippe H1N1 et tout a été arrêté, alors qu’on est déjà à plus de 25 000 morts au moins rien que pour l’Europe. En outre, les décès sont complètement sous-déclarés tout comme les effets secondaires.
J’ai interrogé l’Agence Nationale de Sécurité du Médicament et il s’avère que c’est très compliqué de déclarer un effet secondaire. Les généralistes ne prennent pas le temps de le faire. **Les gens qui se sont rendus dans les vaccinodrômes ne savent même pas ce qu’on leur a injecté**, ils n’ont pas le nom du professionnel qui les a injecté et la plupart du temps, ils ne signent même pas de consentement. On sent que tout cela est fait dans l’urgence.
J’ai interrogé la préfète du Grand Est à ce sujet et la réponse a été que l’Agence de Sécurité du Médicament sait exactement quels lots, à quelle date et dans quels vaccinodrômes, etc. Donc, face à ces réponses évasives, **on comprend bien qu’ils ne veulent pas répondre.**
Neuf experts français, interrogés par le Pr Fischer qui préside le Conseil stratégique de la vaccination, ont donné un avis négatif en avril 2021 sur la vaccination des enfants sains de 0 à 25 ans. Et même les enfants cancéreux ne sont vaccinables que dans des cas extrêmement précis où le vaccin pourrait peut-être avoir un effet positif, ce qui doit représenter une vingtaine d’enfants en France.
https://actu.ensemblepourleslibertes.fr/2021/11/16/rapport-realise-par-des-experts-francais-a-la-demande-du-prof-fischer/
Ce rapport n’a pas été rendu public et lorsqu’ils ont donné un avis défavorable à la vaccination des enfants Fischer leur a répondu : « ***ah, vous n’aviez donc pas compris la commande !*** ». Suite à ça, j’ai demandé par écrit ce rapport à Messieurs

Véran et à Fischer, qui se sont bien gardé de me l'envoyer. Je l'ai eu par l'un des experts interrogés et je l'ai mis sur mon site pour que les gens puissent le télécharger et comprennent qu'il y a des situations tellement limitées pour les enfants cancéreux et/ou immunodéprimés que, forcément, **les autres, il ne faut pas les vacciner**.

Il semble évident que les chiffres donnés par le gouvernement concernant les morts du Covid sont, a minima, erronés. Si l'on en croit le rapport de l'Institut supérieur de la Santé Italien du 5 octobre dernier, l'Italie a avoué qu'ils n'avaient eu que 3800 morts du Covid depuis le début de la pandémie, ce qui est un chiffre quasiment insignifiant si on le compare aux chiffres des décès dus par exemple aux cancers en France (500 morts/jour environ). Pourquoi, à votre avis, le gouvernement français n'a t-il pas cessé de mentir à ce sujet ? Dans quel but ?
Ce sont des morts AVEC le Covid et non pas du Covid. Tout a été fait pour tromper les Français. **Ils sont allés jusqu'à mettre en scène des comédiens dans des services de réanimation pour faire croire que ceux-ci débordaient. C'est une manipulation complètement pitoyable.**
Tout ça est fait pour asservir et pouvoir tracer de façon numérique. Ils veulent maîtriser toute la population et si, en plus, au passage certains meurent ça ne les émeut pas plus que ça. Souvenez-vous qu'en 1981 Attali déclarait «***de toute façon les gens iront eux même à l'abattoir***». On y est. **Les gens courent se faire vacciner, sans se poser de questions ni réfléchir. On a beau expliquer, réexpliquer, il arrive un moment où on ne peut pas agir à leur place, ils sont libres.**

Le 11 mai dernier, Jean Castex précisait que le pass sanitaire ne serait pas utile pour accéder aux lieux de travail, d'enseignement ou aux services publics. A votre avis, c'était de l'humour où a t-il vraiment cru que les Français étaient dupes des mensonges d'Etat à répétition ?
Ils se sont moqués de nous ! **Mais pourquoi voulez-vous qu'ils**

se gênent, puisqu'il n'y a aucun contre-pouvoir et que le niveau d'obéissance de la population atteint des paroxysmes ? Donc ils auraient tort de s'en priver.
Prochainement, le pass vaccinal sera obligatoire pour des professions comme les soignants, les pompiers, pour voyager, prendre le TGV, aller au restaurant. Pour travailler normalement, il vous faudra un passe sanitaire, ça veut dire se tester tous les jours. Si ils rendent obligatoire la 3ème dose puis la 4ème, le passe obtenu par guérison ne sera plus valable. Tant que personne ne réagira, ils continueront.
Lorsque vous essayez d'expliquer des vérités difficiles à entendre aux Français, ils estiment que vous les mettez en danger et ils deviennent sourds.
Je pense qu'il faudra des décès pour que les gens réagissent et comprennent.
J'espère que le peuple va se lever et que les forces de l'ordre seront de son côté.

Une rumeur circule, induisant que certains membres du gouvernement « toucheraient » des commissions sur la vente des vaccins. Certains avancent le chiffre de 8 % ! Pensez-vous que ce soit envisageable ce qui expliquerait leur acharnement à vacciner ?
Je pense que le poids du lobby pharmaceutique est absolument énorme. **Je me dis que c'est impossible autrement, que les partis politiques ont dû être alimentés grassement.** Je ne vois pas d'autres explications. J'ai même envie de penser que les syndicats l'ont été tout autant puisque **le gouvernement piétine le Droit du travail allègrement et que personne ne réagit.** Ces quelques éléments me confortent dans cette idée. Big pharma a engrangé de tels bénéfices grâce à cette politique que c'est une goutte d'eau. Les parlementaires ont des garanties sur leur ré-investiture, etc., etc. Il faut comprendre qu'**actuellement les parlementaires sont pratiquement tous sous pression des lobbies et partis politiques** ce qui explique qu'ils ne font pas leur job de défendre la population. Pour moi c'est incompréhensible. Quoi

qu’il arrive, je défendrai toujours « la veuve et l’orphelin ». En ayant cette conscience des effets secondaires et des risques encourus, en tant que médecin pour moi c’est impossible.

Le rapport de l’Agence Technique de l’Information Hospitalière rapport qu’il n’y a eu que 2 % d’hospitalisation Covid en 2020, soit seulement 5 % des journées de réanimation. Ce qui est négligeable et bien loin des chiffres catastrophiques annoncés. Pourquoi avoir menti une fois encore ?

La question du mensonge appartient à nos gouvernants. Ils sont tellement englués dans cette stratégie utilisant le mensonge, la peur, la manipulation et les chiffres faux, qu’ils ne peuvent plus arrêter.

Ils sont dos au mur, ont été trop loin dans la maltraitance et sont dans une fuite en avant. Ils ne maîtrisent plus rien.

L’Agence technique de l’information hospitalière est une agence indépendante qui est très familière des process de contrôle car de cela dépend la tarification des établissements. Les 2% de séjours en lien avec le Covid est le reflet de la réalité et les informations que nous avions pu recueillir sur le terrain chez « *Laissons les médecins prescrire* », malgré le fait que le traitement ambulatoire a été interdit.

On voit clairement la faible ampleur de l’épidémie au variant delta, les chiffres ne mentent pas. Ce n’est plus vrai pour Omicron, car très contagieux mais sans dangerosité.

La réalité de l’hôpital public est toute autre : l’engorgement est dû au manque de personnel, au nombre de lits fermés (17 600 en quatre ans !), au manque de moyens qui s’est aggravé depuis cinq ans.

La situation est tellement critique que les soignants actuellement vaccinés Covid doivent retourner travailler rapidement.

Le fantasme est l’économie à outrance ; la gestion de l’hôpital public qui sera cédé au privé. Or, la santé est un bien précieux et ce gouvernement achève le système de soins.

Sans parler du pouvoir administratif des ARS déconnectées de la réalité et des besoins !

Si l'on considère les faits objectivement, le vaccin ne protège pas des contaminations, n'évite pas la propagation de la maladie d'un sujet à l'autre, crée des variants à l'infini, ne protège pas des formes graves, et pourtant la publicité qui en est faite dans les médias par des « médecins de plateau TV » est évidente. Croyez-vous que ces médecins pourraient être rétribués par les labos dont ils vantent les vaccins ?
Mes confrères sur les plateaux ont tous des liens et des conflits d'intérêt majeurs identifiés, c'est déclaratif ; donc **oui, leur lien avec Big pharma influe leur prise de décision et leur posture télévisuelle.**
Le débat n'existe pas depuis deux ans. Des personnes comme moi sommes censurées en permanence.

Vous avez déposé à l'Assemblée nationale une proposition de résolution (n° 4768) afin de créer une commission d'enquête sur les effets secondaires graves des vaccins. Quel accueil avez-vous reçu suite à cette proposition ?
Ma proposition de résolution a été simplement enregistrée par les services de l'Assemblée. J'ai eu du mal à rassembler quelques signataires. Elle ne sera pas suivi d'effets, **sauf si les citoyens lancent une pétition. Ce qui serait une bonne façon de mettre la pression sur la présidence de l'Assemblée.**

Dans un entretien diffusé le 15 décembre dernier par TF1 et LCI, Emmanuel Macron, interrogé sur la gestion de la pandémie de Covid-19 en France et la stratégie vaccinale de l'exécutif, a déclaré que l'hypothèse que la vaccination contre le Covid-19 puisse devenir obligatoire, comme celles contre le tétanos ou la diphtérie est envisagée. Alors qu'il avait affirmé exactement le contraire voici quelques mois. Croyez-vous que la France puisse s'asseoir sur le Code de Nuremberg, la convention d'Oviedo et près de 45 textes et lois nationaux et internationaux qui interdisent de faire d'un être humain un cobaye non consentant, avec des produits qui sont toujours en

phase 3 et qui n'ont reçu aucune autorisation définitive ?
Concernant les textes internationaux que vous évoquez, **la France ne respecte plus rien depuis plusieurs mois.** Je fais souvent référence en tant que présidente de la Commission des Enfants au Conseil de l'Europe à la CIDE qui met en avant l'intérêt supérieur de l'enfant. Tous ces apprentis ministres n'ont aucune conscience historique et politique respectueuse des citoyens ; c'est regrettable.

Pour repousser l'injection de la dose de rappel chez certaines personnes, le gouvernement de la principauté de Monaco lance le passe sérologique afin d'épargner une 3ème injection à ceux qui auraient suffisamment d'anticorps. Que pensez-vous de cette idée ?
La question des anticorps est intéressante et en effet pratiquer des sérologies pourrait épargner certains rappels vaccinaux . Néanmoins, **ce qui est encore plus fondamental est de rappeler qu'on ne vaccine jamais en pleine épidémie, surtout pas les femmes enceintes,** et qu'il faut remettre la pratique clinique des médecins de terrain au premier plan
Depuis le début laisser faire les administratifs de la santé et le conseil de défense en écartant les médecins est honteux et délétère pour les Français.

Vous avez mis en place, avec le Pr Christian Perronne, un meeting numérique : Doctothon, qui a permis à près de 300 médecins de s'exprimer durant 24 h sur la pandémie et les moyens de soigner les malades. Qu'attendiez-vous de cette opération ?
L'idée était d'informer, informer et encore informer ; de sortir de la doxa gouvernementale, raison pour laquelle j'ai accepté avec plaisir d'en être la marraine.
Le doctothon a été une réussite exemplaire. Très suivi, par plus de 10 millions de personnes. Devant son succès, nous allons réaliser une suite.

Du fait de leur opposition au discours officiel, plusieurs médecins, que ce soit en France ou ailleurs, auraient subi et

continueraient à subir des pressions politiques. Pouvez-vous le confirmer ?

Les médecins qui ont témoigné mais aussi beaucoup d'autres subissent des pressions quotidiennes, des menaces de l'Ordre, des dénonciations… Il y a rupture du secret médical, et le carcan sur la liberté de prescrire se resserre. Il y a eu l'acharnement contre Pr Raoult. Rien n'a évolué depuis 2020 au contraire ; un dernier arrêté limite la délivrance de certains antibiotiques sauf contrôle par le pharmacien par un test TROD ; les médecins les font déjà et connaissent leur métier !

Peut-on qualifier notre régime politique de Terreur sanitaire privant de liberté tout individu refusant que son droit à la vie sociale soit conditionné à l'inoculation d'un vaccin qui n'en est pas un et dont les effets sont pour l'heure mal connus ?

Nous sommes dans un régime AUTOCRATIQUE où les techniques de peur, d'ingénierie sociale de manipulation utilisées depuis deux ans ont permis de diviser la population. D'autres périodes de l'histoire ont vu ce type d'évolution sournoise ; l'humain matérialiste est faible et prêt à tout.

« L'homo vaccinus » est indigne mais il faut l'éclairer. Tant que cela sera dans mes possibilités et mes fonctions de parlementaire je défendrai les libertés et les droits fondamentaux des citoyens quels qu'ils soient.

Martine Wonner

Propos recueillis par Valérie Bérenger

https://ripostelaique.com/francais-letat-veut-vous-asservir.html